

3° L'alinéa commençant par les mots "Tous les..." et se terminant par les mots "prévues à l'article 42bis de la loi sur les accidents du travail" est complété par la disposition suivante :

« Pour les victimes dont le taux d'incapacité permanente est fixé entre 10 p.c. et moins de 16 p.c., visées à l'article 45quater, alinéa 4 de la loi sur les accidents du travail, la phrase précédente est remplacée comme suit : "Chaque mois, un douzième de l'allocation annuelle est versé à la victime, sous réserve des limitations en matière de cumul avec une pension de retraite ou de survie prévues à l'article 42bis de la loi sur les accidents du travail." »

**Art. 3.** Dans l'annexe V.7 du même arrêté remplacée par l'arrêté royal du 16 novembre 1990, l'alinéa commençant par les mots : "Tous les..." et se terminant par les mots "prévues à l'article 42bis de la loi sur les accidents du travail" est complété par la disposition suivante :

« Pour les victimes dont le taux d'incapacité permanente est fixé entre 10 p.c. et moins de 16 p.c. visées à l'article 45quater, alinéa 3, de la loi sur les accidents du travail, la phrase précédente est remplacée comme suit : "Chaque trimestre, un quart de l'allocation annuelle est versé à la victime, sous réserve des limitations en matière de cumul avec une pension de retraite ou de survie prévues à l'article 42bis de la loi sur les accidents du travail." »

**Art. 4.** Dans l'annexe VI.3 du même arrêté remplacée par l'arrêté royal du 16 novembre 1990, l'alinéa commençant par les mots "Tous les..." et se terminant par les mots "prévues à l'article 42bis de la loi sur les accidents du travail" est complété par la disposition suivante :

« Pour les victimes dont le taux d'incapacité permanente est fixé entre 10 p.c. et moins de 16 p.c. visées à l'article 45 quater, alinéa 4 de la loi sur les accidents du travail, la phrase précédente est remplacée comme suit : "Chaque trimestre, un quart de l'allocation annuelle est versé à la victime, sous réserve des limitations en matière de cumul avec une pension de retraite ou de survie prévues à l'article 42bis de la loi sur les accidents du travail." »

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

**Art. 6.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme DE GALAN

3° Het lid dat aanvangt met de woorden "Om de..." en eindigt met de woorden "inzake cumulatie met een rust- of overlevingspensioen", wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Voor de in artikel 45quater, vierde lid, van de arbeidsongevallenwet bedoelde getroffen en wier graad van blijvende ongeschiktheid tussen 10 pct. en minder dan 16 pct. wordt vastgesteld, wordt de voorafgaande zin als volgt vervangen : "Iedere maand wordt een twaalfde van de jaarlijkse vergoeding aan de getroffene gestort, onder voorbehoud van de in artikel 42bis van de arbeidsongevallenwet bedoelde beperkingen inzake cumulatie met een rust- of overlevingspensioen." »

**Art. 3.** In bijlage V.7 van hetzelfde besluit vervangen bij het koninklijk besluit van 16 november 1990, wordt het lid dat begint met de woorden "Om de..." en eindigt met de woorden "inzake cumulatie met een rust- of overlevingspensioen" aangevuld met de volgende bepaling :

« Voor de in artikel 45quater, derde lid, van de arbeidsongevallenwet bedoelde getroffen en wier graad van blijvende ongeschiktheid tussen 10 pct. en minder dan 16 pct. wordt vastgesteld, wordt de voorafgaande zin als volgt vervangen : "Ieder kwartaal wordt een vierde van de jaarlijkse vergoeding aan de getroffene gestort, onder voorbehoud van de in artikel 42bis van de arbeidsongevallenwet bedoelde beperkingen inzake cumulatie met een rust- of overlevingspensioen." »

**Art. 4.** In bijlage VI.3 van hetzelfde besluit vervangen bij koninklijk besluit van 16 november 1990, wordt het lid dat aanvangt met de woorden "Om de..." en eindigt met de woorden "inzake cumulatie met een rust- of overlevingspensioen", aangevuld met de volgende bepaling :

« Voor de in artikel 45quater, vierde lid, van de arbeidsongevallenwet bedoelde getroffen en wier graad van blijvende ongeschiktheid tussen 10 pct. en minder dan 16 pct. wordt vastgesteld, wordt de voorafgaande zin als volgt vervangen : "Ieder kwartaal wordt een vierde van de jaarlijkse vergoeding aan de getroffene gestort, onder voorbehoud van de in artikel 42bis van de arbeidsongevallenwet bedoelde beperkingen inzake cumulatie met een rust- of overlevingspensioen." »

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

**Art. 6.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 3074

[S - C - 22911]

**25 NOVEMBRE 1997. — Arrêté royal portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 80, 9°;

Vu l'avis émis le 29 octobre 1997 par le Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité joint en annexe de cet arrêté est approuvé.

N. 97 — 3074

[S - C - 22911]

**25 NOVEMBER 1997. — Koninklijk besluit houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 80, 9°;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 29 oktober 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het als bijlage bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 1997.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Annexe

Règlement d'ordre intérieur  
du Comité de gestion du Service des indemnités  
de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité

Article 1<sup>er</sup>. Le Comité de gestion se réunit, soit à l'initiative du président, soit à la requête du Ministre ayant la Prévoyance sociale dans ses attributions, soit à la demande de trois membres au moins formulée par écrit et mentionnant l'objet de la réunion.

Le Comité de gestion est convoqué par le président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un vice-président. Le président peut déléguer son pouvoir de convocation au fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités.

Les convocations sont envoyées au moins huit jours avant la date de la séance; en cas d'urgence, ce délai peut être réduit.

Lorsque le Comité est convoqué à la requête du Ministre, la réunion a lieu dans les huit jours de la requête. Les convocations font mention de l'ordre du jour de la réunion.

Art. 2. Seules les questions figurant à l'ordre du jour sont discutées. Le Comité de gestion peut déroger à cette dernière disposition si la majorité des membres présents en décide ainsi.

Art. 3. Les séances du Comité de gestion ne sont pas publiques. Les membres du Comité de gestion et les fonctionnaires de l'Institut qui assistent à ces séances sont tenus de respecter le caractère confidentiel des documents qui sont discutés ainsi que des délibérations et des votes.

Art. 4. En cas d'empêchement du président, la séance est présidée à tour de rôle par un des vice-présidents. Si les vice-présidents sont également empêchés, la séance est présidée par le membre le plus âgé.

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Les votes ont lieu à main levée. Ils ont lieu au scrutin secret à la demande de trois membres au moins.

§ 2. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres participant au vote, compte non tenu des abstentions.

En cas de parité de voix, la proposition est rejetée.

§ 3. Lorsque les membres représentant d'une part les travailleurs salariés et d'autre part les employeurs, ne sont pas présents en nombre égal au moment du vote sur l'objet visé à l'article 80, 2<sup>o</sup>, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, le ou les plus jeunes membres de la partie en surnombre sont tenus de s'abstenir pour rétablir la parité. Lorsqu'une proposition se rapportant à l'objet visé à l'alinéa précédent est rejetée contre l'avis unanime des représentants, soit des travailleurs salariés, soit des employeurs, le groupe favorable à la proposition peut demander que celle-ci soit soumise au Ministre. Cette demande peut être formulée au cours de la séance et actée au procès-verbal ou faite par écrit dans les huit jours de la séance. Le président adresse cette demande au Ministre qui statue et notifie sa décision dans les trente jours de la demande qui lui est faite, faute de quoi le rejet de la proposition est définitif.

Art. 6. Le Comité de gestion peut appeler en consultation pour l'examen de questions particulières des membres du personnel de l'Institut, ainsi que d'autres personnes spécialement compétentes.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1997.

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

Bijlage

Huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

Artikel 1. Het Beheerscomité vergadert ofwel op initiatief van de voorzitter, ofwel op verzoek van de Minister die de Sociale Voorzorg onder zijn bevoegdheid heeft, ofwel op schriftelijke vraag van ten minste drie leden waarin het onderwerp van de vergadering wordt vermeld.

Het Beheerscomité wordt bijeengeroepen door de voorzitter of ingeval deze verhinderd is, door een ondervoorzitter. De voorzitter mag zijn uitnodigingsmacht overdragen aan de leidend ambtenaar van de Dienst voor uitkeringen.

De uitnodigingen worden ten minste acht dagen voor de datum van de vergadering verzonden; in geval van dringende spoed mag die termijn verkort worden.

Wanneer het Beheerscomité op verzoek van de Minister wordt samengeroepen, heeft de vergadering plaats binnen acht dagen na het verzoek. In de uitnodigingen is de agenda van de vergadering vermeld.

Art. 2. Alleen de aangelegenheden die op de agenda zijn ingeschreven, worden besproken. Het Beheerscomité kan van deze bepaling afwijken indien de meerderheid van de aanwezige leden hiertoe beslist.

Art. 3. De vergaderingen van het Beheerscomité zijn niet openbaar. De leden van het Beheerscomité en de ambtenaren van het Instituut die de vergaderingen bijwonen, zijn ertoe gehouden het vertrouwelijk karakter van de besproken documenten alsmede van de beraadslagingen en van de stemmingen te eerbiedigen.

Art. 4. Wanneer de voorzitter verhinderd is, wordt de vergadering beurtelings voorgezeten door één van de ondervoorzitters. Bij afwezigheid van de ondervoorzitters wordt het Beheerscomité voorgezeten door het oudste aanwezige lid.

Art. 5. § 1. De stemmingen geschieden bij handopheffing. Er wordt geheim gestemd wanneer ten minste drie leden hierom verzoeken.

§ 2. De beslissingen worden genomen bij eenvoudige meerderheid van de leden die aan de stemming deelnemen, waarbij geen rekening wordt gehouden met de onthoudingen.

Bij staking van stemmen is het voorstel afgewezen.

§ 3. Wanneer de leden die eensdeels de werknemers en anderdeels de werkgevers vertegenwoordigen, bij stemming over het in artikel 80, 2<sup>o</sup>, bepaalde onderwerp van de wet gecoördineerd op 14 juli 1994 niet in gelijk aantal aanwezig zijn, onthouden het of de jongste leden van de overtallige partij zich om de pariteit te herstellen. Wanneer een voorstel met betrekking tot het in het vorige lid bepaalde punt wordt afgewezen tegen het eenparig advies van de vertegenwoordigers, hetzij van de werknemers, hetzij van de werkgevers, kan de groep die voor het voorstel is, vragen dat het aan de Minister wordt voorgelegd. Die vraag kan tijdens de vergadering en in de notulen opgetekend, of schriftelijk gedaan worden binnen de acht dagen na de vergadering. De voorzitter richt deze vraag aan de Minister, die beslist en die van zijn beslissing binnen dertig dagen na de tot hem gerichte vraag kennis geeft, zoniet is de afwijzing van het voorstel definitief.

Art. 6. Het Beheerscomité kan voor de behandeling van bijzondere aangelegenheden personeelsleden van het Instituut alsmede andere bijzonder bevoegde personen ter raadpleging oproepen.

Chaque membre peut, avec l'accord du président, se faire assister par un technicien pour l'examen de points particuliers inscrits à l'ordre du jour. Les dispositions de l'article 3 sont également applicables aux personnes visées aux alinéas 1 et 2.

Art. 7. Les procès-verbaux des séances du Comité de gestion, résumant succinctement les débats et énonçant les décisions prises, sont rédigés en français et en néerlandais par les soins du fonctionnaire dirigeant ou de son remplaçant assisté d'un agent du Service désigné par le fonctionnaire dirigeant.

Les procès-verbaux sont envoyés aux membres au plus tard dans les huit jours qui suivent la date de la réunion. Les observations au sujet des procès-verbaux doivent être communiquées par écrit au fonctionnaire dirigeant dans les huit jours de leur envoi, faute de quoi les décisions peuvent être exécutées.

Dans le cas où des observations portent sur l'énoncé des décisions, le président prend les mesures qui s'imposent et peut surseoir à l'exécution de la décision en cause.

Dans le cas où une nouvelle séance a lieu moins de huit jours après l'envoi d'un procès-verbal, les observations au sujet de ce procès-verbal sont faites et actées au cours de cette séance.

Les procès-verbaux sont signés par le président ou par le président de séance et le fonctionnaire dirigeant.

Ils sont soumis pour approbation définitive à la séance suivante.

Art. 8. Pour les affaires urgentes d'une importance mineure, le président est autorisé à procéder à la consultation des membres par écrit.

Art. 9. En cas d'empêchement d'un membre effectif d'assister à une réunion, l'organisation qu'il représente peut le remplacer par un membre suppléant.

Art. 10. Les membres du Comité de gestion ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'Institut.

Art. 11. Conformément à l'article 181, premier alinéa, de la loi coordonnée le 14 juillet 1994, les pouvoirs de gestion journalière de l'administrateur général de l'Institut sont définis comme suit :

- 1° exécution des décisions du Comité de gestion;
- 2° organisation interne du Service;
- 3° direction du personnel;
- 4° réception et signature de la correspondance concernant le Service;

5° signature des accusés de réception et des décharges à donner notamment aux Administrations des Postes et des Chemins de fer, pour télégrammes, lettres recommandées, colis, etc.;

6° engagement des dépenses couvertes par un crédit budgétaire :

- a) aux déplacements de service des agents;
- b) aux jetons de présence, indemnités de séjour et frais de déplacement inhérents aux réunions des divers conseils, comités et commissions fonctionnant au sein de l'Institut;
- c) aux frais de représentation;
- 7° signature des ordonnances de paiement, d'ouverture de crédit, d'avance de fonds, de garanties au cautionnements ou de régularisation, ainsi que les chèques et virements;
- 8° signature de quittances et décharges de toutes sommes payées ou versées à l'Institut à quelque titre que ce soit;
- 9° défense en justice;
- 10° signature des circulaires et instructions de l'Institut émanant du Service des indemnités.

Ieder lid mag zich, met de instemming van de voorzitter, door een deskundige laten bijstaan voor de behandeling van bijzondere aangelegenheden die op de agenda zijn vermeld. De bepalingen van artikel 3 zijn eveneens van toepassing voor de personen bedoeld onder het eerste en tweede lid.

Art. 7. De notulen van de vergaderingen van het Beheerscomité, die de besprekingen bondig samenvatten en de genomen beslissingen vermelden, worden in het Frans en het Nederlands opgesteld door toedoen van de leidend ambtenaar of zijn plaatsvervanger, bijgestaan door een personeelslid van de Dienst, aangewezen door de leidend ambtenaar.

De notulen worden uiterlijk binnen acht dagen na de datum van de vergadering aan de leden gezonden. De opmerkingen in verband met de notulen moeten de leidend ambtenaar binnen acht dagen na hun verzending schriftelijk worden medegedeeld, zoniet kunnen de beslissingen worden uitgevoerd.

Ingeval opmerkingen betrekking hebben op de tekst van de beslissingen, neemt de voorzitter de vereiste maatregelen en kan hij de uitvoering van bedoelde beslissing schorsen.

Indien een nieuwe vergadering plaats heeft binnen de acht dagen na verzending van notulen, worden de opmerkingen in verband met die notulen in bedoelde vergadering gemaakt en genoteerd.

De notulen worden ondertekend door de voorzitter of door de voorzitter van de vergadering en de leidend ambtenaar.

Ze worden op de eerstvolgende vergadering ter definitieve goedkeuring voorgelegd.

Art. 8. Voor dringende aangelegenheden van minder belang mag de voorzitter de leden schriftelijk raadplegen.

Art. 9. In geval een werkend lid verhinderd is de vergadering bij te wonen, kan de organisatie die hij vertegenwoordigt, hem vervangen door een plaatsvervangend lid.

Art. 10. De leden van het Beheerscomité gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ten aanzien van de verbintenissen van het Instituut.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 181, eerste lid, van de wet gecoördineerd op 14 juli 1994, worden de machten inzake dagelijks beheer van de administrateur-generaal van het Instituut, als volgt omschreven :

- 1° uitvoering van de beslissingen van het Beheerscomité;
- 2° inwendige organisatie van de Dienst;
- 3° leiding van het personeel;
- 4° ontvangst en ondertekening van de briefwisseling met betrekking tot de Dienst;

5° ondertekening van de kennisgevingen van ontvangst en van de ontlastingen die met name aan het Bestuur der Posterijen en der Spoorwegen moeten worden gegeven voor telegrammen, aangetekende brieven, colli's, enz.;

6° vastleggen van de uitgaven gedekt door een begrotingskrediet met betrekking tot :

- a) de dienstreizen van de personeelsleden;
- b) het presentiegeld, de verblijfsvergoedingen en reiskosten inherent aan de vergaderingen van de diverse raden, comités en commissies die binnen het Instituut werken;
- c) de representatiekosten;
- 7° ondertekening van de ordonnances van betaling, van kredietopening, voorschotten, waarborgen of borgtochten of van regularisatie, alsmede van cheques en overschrijvingen;
- 8° ondertekening van kwitanties en ontlastingen voor alle uit om het even welke hoofde aan het Instituut betaalde of gestorte sommen;
- 9° verdediging in rechte;
- 10° ondertekening van de omzendbrieven en onderrichtingen van het Instituut, uitgaande van de Dienst voor uitkeringen.

Art. 12. L'administrateur général est autorisé à déléguer, moyennant l'accord du Comité de gestion, l'exercice de certains pouvoirs de gestion journalière au fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Art. 12. De administrateur-generaal is ertoe gemachtigd na akkoord van het Beheerscomité, de uitoefening van bepaalde bevoegdheden inzake dagelijks beheer over te dragen aan de leidend ambtenaar van de Dienst voor uitkeringen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 25 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 3075

[C - 97/22939]

**12 DECEMBRE 1997. — Arrêté royal étendant le champ d'application de l'assurance soins de santé obligatoire à certains membres de l'ancien personnel du secteur public en Afrique**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 notamment l'article 33, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 294, § 1<sup>er</sup>, 11°;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émis le 17 novembre 1997;

Vu l'avis du Conseil général de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émis le 3 novembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 28 octobre 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 2 décembre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il convient de garantir l'octroi des prestations de l'assurance soins de santé aux personnes concernées. Ces personnes bénéficiaient jusqu'au 31 décembre 1993 de l'assurance soins de santé telle que réglée par le décret du 4 août 1959 sur l'assurance relative aux soins de santé des agents et anciens agents administratifs et militaires, des magistrats et anciens magistrats de carrière et des anciens agents de l'ordre judiciaire et de la police judiciaire des parquets. Ce décret a été abrogé, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1994, par la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses. Parallèlement, cette loi a prévu la possibilité d'étendre l'application de la loi du 9 août 1963, à des catégories de personnes auxquelles le décret du 4 août 1959 avait été applicable. Cela a été réalisé par un arrêté royal du 23 décembre 1993 intitulé "arrêté royal étendant le champ d'application de l'assurance soins de santé obligatoire à certains membres de l'ancien personnel du secteur public en Afrique". Par un arrêt n° 68.288 du 24 septembre 1997, cet arrêté royal a été annulé par le Conseil d'Etat en raison du fait que l'urgence invoquée faisait défaut. Actuellement, ces personnes sont dès lors privées de toute couverture en matière de soins de santé. Elles sont en outre censées n'avoir jamais été couvertes de telle sorte que les prestations qui leur ont été accordées depuis 1994 l'ont été indûment et pourraient dès lors être récupérées. Une telle situation étant inacceptable, il convient de prendre sans délai un nouvel arrêté royal garantissant tant pour le passé que pour l'avenir un régime de soins de santé à ces personnes;

N. 97 — 3075

[C - 97/22939]

**12 DECEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot verruiming van de toepassingsfeer van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging tot bepaalde leden van het gewezen personeel van de openbare sector in Afrika**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 33, eerste lid, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 294, § 1, 11°;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 17 november 1997;

Gelet op het advies van de Algemene Raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 3 november 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 oktober 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 2 december 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid gemotiveerd wegens het feit dat de toekenning van verstrekkingen van de verzekering voor geneeskundige verzorging aan de betrokkenen moet gewaarborgd blijven. Tot 31 december 1993 vielen de betrokkenen onder de verzekering voor geneeskundige verzorging zoals geregeld bij decreet van 4 augustus 1959 op de verzekering voor gezondheidszorg van de administratieve en militaire ambtenaren en gewezen ambtenaren van de beroepsmagistraten, van de ambtenaren en gewezen ambtenaren van de rechterlijke orde en van de gerechtelijke politie bij de parketten. Dat decreet werd met ingang van 1 januari 1994 opgeheven door de wet van 6 augustus 1993 houdende sociale en diverse bepalingen. Daarnaast voorzag die wet in de mogelijkheid om de toepassing van de wet van 9 augustus 1963 uit te breiden tot categorieën van personen waarop het decreet van 4 augustus 1959 van toepassing is geweest. Dat gebeurde bij koninklijk besluit van 23 december 1993, "koninklijk besluit tot verruiming van de toepassingsfeer van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging tot bepaalde leden van het gewezen personeel van de openbare sector in Afrika" genaamd. Bij arrest nr 68.288 van 24 september 1997 vernietigde de Raad van State dit koninklijk besluit omdat de ingeroepen hoogdringendheid onterecht was. Momenteel zijn de betrokkenen dus op geen enkele wijze gedekt inzake geneeskundige verzorging. Bovendien geldt de veronderstelling dat zij nooit gedekt zijn geweest, zodat de tegemoetkomingen die ze sinds 1994 hebben ontvangen, onverschuldigd waren en diensvolgens kunnen worden teruggevorderd. Omdat een dergelijke situatie onaanvaardbaar is, moet er onverwijld een nieuw koninklijk besluit worden genomen dat aan die personen zowel in het verleden als in de toekomst een stelsel van geneeskundige verzorging waarborgt;